

# Les plans du conquérant turc Erdogan

*Jusqu'où ira-t-il? Le leader nationaliste, qui s'est trouvé un meilleur ennemi avec Emmanuel Macron, multiplie les conflits aux portes de la Turquie. Ses coups d'éclat masquent une stratégie impérialiste qui mise sur l'Orient.*

**D**imanche 15 novembre, Recep Tayyip Erdogan a voulu « faire un pique-nique » dans la ville fantôme de Varosha pour célébrer sa dernière conquête. Cette station balnéaire, sur la côte orientale de Chypre, a été vidée de sa population lorsque l'armée turque a débarqué en 1974, et tout a été laissé en l'état depuis près d'un demi-siècle. C'est l'un des symboles de la division de l'île et de l'expansionnisme turc dans la région. Malgré les condamnations de l'Union européenne, dont Chypre est membre, Varosha a été offert sur un plateau au leader nationaliste turc par le nouveau président pro-Ankara de l'île, Ersin Tatar, élu le 18 octobre dernier. Et si le vent et la pluie se sont invités à la fête pour contrarier le pique-nique d'Erdogan, cela ne l'a pas empêché de se livrer à un virulent plaidoyer en faveur d'une partition définitive de Chypre : « *Il y a deux peuples séparés et deux Etats. Une solution à deux Etats doit être négociée* », a-t-il martelé dans son discours.

**Alliance avec l'extrême droite**  
C'est pourtant le même Erdogan qui, en 2004, avait pris le risque de soutenir le plan de réunification du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, contre l'avis de l'armée turque. Mais sur Chypre comme sur d'autres sujets – la Grèce, le Haut-Karabakh, la question kurde –, le



Anadolu Agency via AFP

leader turc a progressivement adopté le discours de l'extrême droite nationaliste avec laquelle il s'est allié depuis 2015. Selon le politologue Cengiz Aktar, spécialiste des questions européennes, le changement de cap d'Erdogan sur Chypre pourrait même annoncer une intention plus radicale encore : « *Proclamer une annexion pure et simple.* » Un « *Anschluss* » qui relancerait ce conflit gelé sur le sol européen et envenimerait un peu plus les relations entre la Turquie et ses alliés occidentaux.

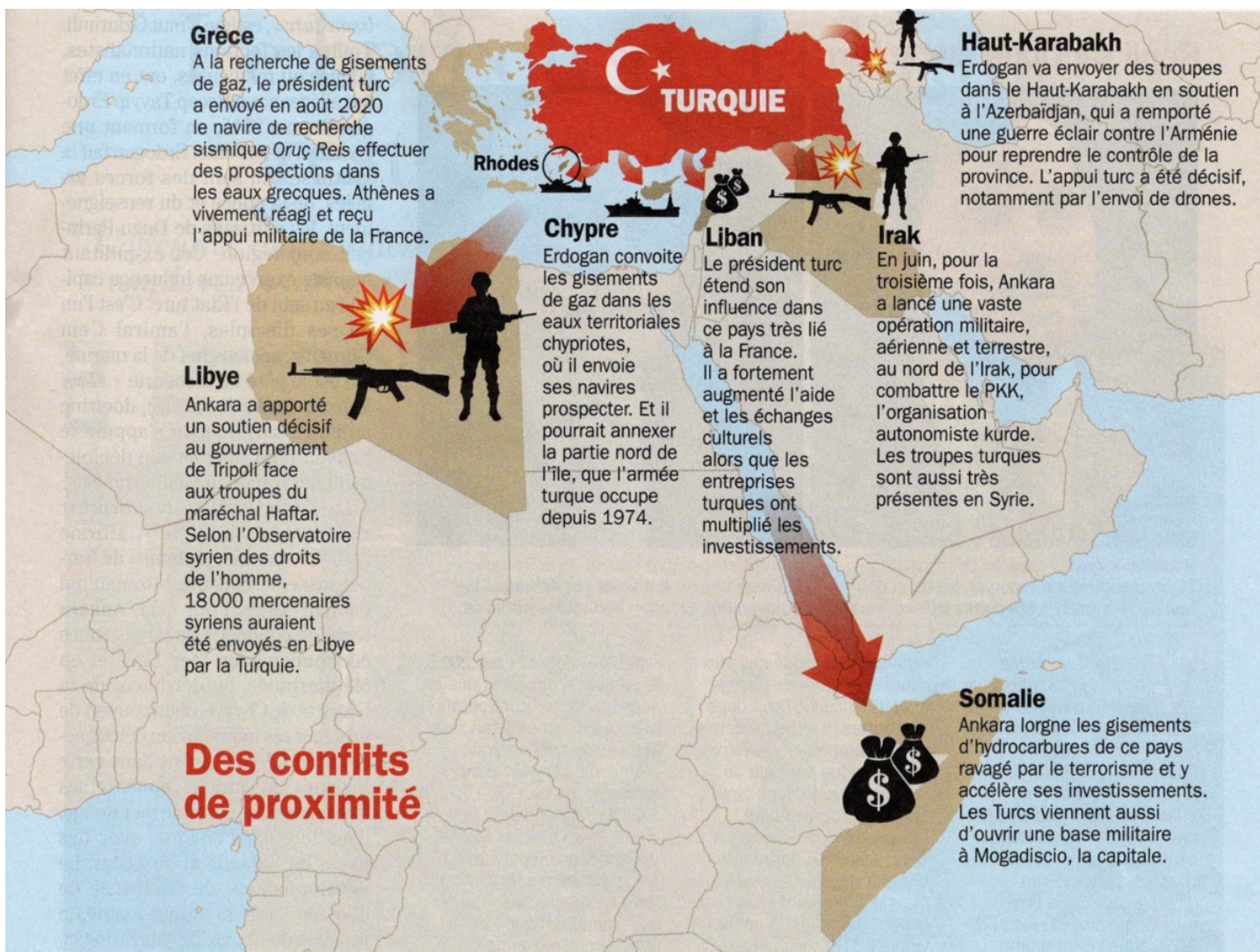
A l'est de l'Anatolie, c'est sur un autre front historique que s'est pro-

**Recep Tayyip Erdogan au congrès de l'AKP, le 1<sup>er</sup> novembre, à Samsun (Anatolie). Progressivement, le leader turc a adopté le discours de l'extrême droite nationaliste avec laquelle il s'est allié en 2015.**

jetée la Turquie. Ses députés ont validé, le 17 novembre, l'envoi de troupes dans le Haut-Karabakh en soutien à l'Azerbaïdjan. Ce petit Etat turc du Caucase vient de remporter une guerre de quarante-cinq jours contre l'Arménie, pour reprendre le contrôle de cette province disputée depuis la fin des années 1980. L'appui de la Turquie a été décisif, notamment grâce à deux armes fatales. Les drones TB2 de la firme Baykar, qui ont rapidement pris possession des airs et ont semé la panique parmi les combattants arméniens. Et les supplétifs islamistes syriens, mobilisés dès début septembre. Au total, c'est désormais sur six terrains de guerre extérieurs que l'armée turque est déployée : en Syrie, en Irak, en Libye, à Chypre, dans les eaux de la Méditerranée orientale et en Azerbaïdjan.

## Tension permanente

La diplomatie turque, dont le mot d'ordre il y a dix ans était « zéro problème avec les voisins », a changé son fusil d'épaule. L'armée est aux ordres du commandant en chef Erdogan, désormais à la manœuvre. La Turquie multiplie les conflits dans son environnement immédiat. Dans le nord de la Syrie, qu'elle a envahi pour la troisième fois en octobre 2019 pour y imposer son ordre. A la frontière grecque, où elle a envoyé des bus de migrants en février dernier pour faire pression sur



les pays européens. Ou dans les montagnes du Kurdistan irakien, où elle fait la chasse aux rebelles kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Des conflits avec ses ennemis historiques – kurdes, grecs et arméniens – comme avec ses alliés traditionnels, Union européenne et Otan.

Et, enfin, l'affrontement avec la France d'Emmanuel Macron, que le maître d'Ankara ne cesse d'attaquer, voire d'insulter – il a conseillé au président français de « *se faire soigner* » en mettant en doute sa « *santé mentale* » –, a franchi un cap avec l'appel au boycott des produits français (*lire page 47*). Cette stratégie de la tension permanente permet au leader turc d'occuper l'espace médiatique et de « *provoquer la remobilisation nationale autour du drapeau* », estime Umüt Özkirimli,

spécialiste du nationalisme turc et professeur au Centre d'études internationales de Barcelone.

L'intérêt pour Erdogan est surtout de faire oublier ses échecs en interne et l'usure de son pouvoir, après dix-huit ans de règne. Sa cote de popularité est tombée sous les 30%, ce qui n'était jamais arrivé depuis 2003. L'économie, son meilleur atout pendant près d'une décennie, est devenue son talon d'Achille. Au point qu'il a été obligé de mettre sur la touche, début novembre, son ministre des Finances Berat Albayrak, l'époux de sa fille aînée (*lire encadré page 46*). En vue des prochaines échéances électorales, en 2023, Erdogan veut renforcer son alliance avec les partis d'extrême droite avec qui il a pactisé en 2015. Parmi eux, le MHP (Parti d'action nationaliste), les fameux « Loups gris »,

dont l'idéologie s'inspire des mouvements fascistes des années 1930. Cette alliance islamiste et nationaliste a ramené la démocratie turque vingt ans en arrière, déconstruit l'Etat de droit et fait fuir les investisseurs étrangers.

### Nostalgie de l'Empire ottoman

Mais cet agenda guerrier n'est pas seulement une tactique opportuniste à court terme. En Méditerranée, dans les Balkans, en Afrique ou en Asie du Sud, une vision impérialiste et conquérante s'est imposée, selon l'historien Hamit Bozarslan, directeur de recherches à l'Ehess. « *L'erdoganisme part du principe que la nation turque, bras armé de l'islam, aurait reçu de l'histoire la mission de dominer le monde pour lui apporter justice et harmonie* », explique-t-il. Ce projet est ►►►

## Repli tactique sur le terrain de la finance



**Berat Albayrak, ex-ministre des Finances.** Le propre gendre d'Erdogan, partisan d'une hausse des taux, a été démis le 9 novembre.



**Murat Uysal, ex-gouverneur de la Banque centrale turque.** Il a aussi été débarqué le 7 novembre, Erdogan défilant les marchés.

**V**a-t-en-guerre sur le terrain diplomatique, le président Recep Tayyip Erdogan vient de perdre une bataille face aux marchés financiers. Des mois durant, le leader turc s'est opposé à une hausse massive des taux d'intérêt par la Banque centrale du pays, seule arme capable d'endiguer la dégringolade de la livre turque, qui a perdu jusqu'à 30%, sous l'effet d'une inflation galopante. Il vient de faire volte-face. Longtemps, pourtant, le reis d'Ankara s'est félicité que la Turquie lutte vaillamment contre le

« triangle diabolique des taux d'intérêt, du taux de change et de l'inflation ». Droit dans ses bottes, il a même démis, le 7 novembre, le gouverneur de la Banque centrale de Turquie, Murat Uysal, ainsi que son propre gendre, le ministre des Finances Berat Albayrak, partisans d'une forte hausse des taux. Mais une semaine plus tard, le même Erdogan a opéré un virage à 180°, allant jusqu'à saluer la décision de Naci Agbal, nouveau président de la Banque centrale, qui vient de monter les taux d'intérêt de 10,25% à 15%. Bis

repetita. Pendant l'été 2018, le président turc avait mis en scène la même confrontation avec les marchés financiers. Mais la banque centrale s'était vue contrainte de remonter les taux de 17,75% à 24%, pour endiguer la chute de sa devise. Au-delà de la récession provoquée par la pandémie de Covid-19, les « Erdoganomics » qui avaient dopé le PIB (croissance moyenne de 5,7% par an de 2002 à 2016), propulsant la Turquie au 17<sup>e</sup> rang des puissances mondiales, ont perdu leur pouvoir. **J.-P. L. R.**

lisme turc », estime Umut Özkirimli. Toutes les factions nationalistes, laïques ou religieuses, ont en effet fait allégeance à Recep Tayyip Erdogan depuis 2015, en formant une coalition hétéroclite. Erdogan fait la synthèse. Au sein des forces armées, de la police et du renseignement, les partisans de Dogu Perinçek sont légion. Cet ex-militant maoïste exerce une influence capitale au sein de l'Etat turc. C'est l'un de ses disciples, l'amiral Cem Gürdeniz, ancien chef de la marine, qui est le père de la théorie « *Mavi Vatan* » (la Patrie bleue), doctrine militaire sur laquelle s'appuie le pouvoir pour justifier son déploiement des forces en Méditerranée. « *La Turquie souhaite redevenir une nation maritime* », affirme l'officier. Comme du temps de Barberousse, le corsaire ottoman qui conquiert Alger. Pour cela, Ankara tente de conquérir de larges zones économiques en mer Egée et en Méditerranée, au détriment de la Grèce et de Chypre, sous couvert de protéger ses intérêts. Son débarquement en Libye s'inscrit dans cette logique. La Turquie repousse ses frontières, se projette en mer Rouge, dans le golfe Persique, avec des bases en Somalie et au Qatar. Le développement de l'industrie de défense, largement aux mains de proches de Recep Tayyip Erdogan, accompagne ce déploiement.

### Ideologie panturquiste

Cet expansionnisme obéit aussi à l'idéologie panturquiste. Ce dogme nationaliste en vogue à Ankara vise à réunifier tous les peuples de « race » et langue turque sur un territoire qui, grâce à la percée de l'Azerbaïdjan, forme un continuum de la Méditerranée à la Mongolie. Depuis cinq cents ans, la Turquie regarde vers l'ouest. Mais voilà plusieurs années que le président turc affiche son rapprochement avec la Russie de Poutine pour concurrencer son alliance traditionnelle avec l'Occident. Il a ainsi défié l'Otan en acquérant des missiles russes S400. Un mouvement poussé par les nationalistes « eurasistes », partisans d'une alliance avec la Russie et la Chine plutôt que Washington et Paris. Le grand dessein d'Erdogan ne fait que commencer. **Guillaume Perrier**

▶▶▶ souvent réduit, à tort, à une forme de « *néo-ottomanisme* », une nostalgie d'un empire qui, à son apogée, s'étendait sur trois continents. Erdogan joue effectivement sur le sentiment de frustration né des traités imposés au lendemain de la Première Guerre mondiale, à Sèvres en 1920 et Lausanne en 1923, qui ont taillé en pièces l'empire ottoman. La Turquie n'a jamais digéré la perte de certains territoires. Au point aujourd'hui de revendiquer des « frontières du cœur » avec un fort accent de revanche historique. La Thrace grecque, les îles du Dodécannèse, Alep ou Mossoul ne sont pas des terres inconnues pour les Turcs, avait déclaré le président turc

en 2016, dans un discours fondateur, à Rize, sa ville d'origine sur la mer Noire : « *Ce sont des morceaux de notre âme.* »

### Coalition hétéroclite

Pour mobiliser par-delà ses frontières, Erdogan n'hésite pas à s'appuyer sur l'islam, et à se projeter en leader politique global. De là à restaurer le califat, qui permit aux Sultans de dominer le monde musulman durant quatre cents ans ? Ses soutiens sont en réalité peu nombreux. Le Qatar et la nébuleuse des Frères musulmans qu'il sponsorise sont les plus réceptifs à son discours. « *Et l'islam, dans l'histoire, n'est qu'un élément du nationa-*

# Le boycott de la France reste un vœu pieux

*L'offensive du président Erdogan contre les entreprises tricolores, importants employeurs turcs, a fait pschitt. Mais Paris et l'Europe perdent du terrain.*



**Magasin Yves Rocher, à Istanbul, le 26 octobre. Le boycott a été peu suivi par les Turcs, car de nombreux produits français sortent des usines locales : 450 entreprises françaises emploient 150 000 salariés dans le pays.**

« **J**e m'adresse d'ici à ma nation : surtout ne prêtez pas attention aux marques françaises, ne les achetez pas. » Le 26 octobre, deux jours après avoir déjà attaqué Emmanuel Macron sur sa « santé mentale », Recep Tayyip Erdogan persévère et cible cette fois les entreprises hexagonales, dont il demande le boycott. Dans la foulée, plusieurs médias proches d'Aksaray – le palais présidentiel – diffusent une liste de 150 marques tricolores présentes en Turquie. Y figurent Total, qui pos-

sède de nombreuses stations-service dans le pays, Bel, dont les fromages Kiri ou Babybel garnissent les étals des supermarchés locaux, ou encore le spécialiste des cosmétiques Yves Rocher. Seulement, l'appel de l'homme fort d'Ankara, bien que relayé par une partie de la classe politique et des mouvements proches des Frères musulmans, n'a pas franchement rencontré le succès escompté. « Il n'y a eu aucun boycott important des produits français en Turquie, précise l'entourage de Franck

Riester, le ministre délégué au Commerce extérieur, qui a créé dès le 26 octobre une cellule de suivi basée au Quai d'Orsay sur ce sujet. *Dans certains pays comme la Jordanie, le Qatar ou le Koweït, le boycott a été un peu plus prononcé.* » Cette relative indifférence de la population turque a une explication assez simple : de nombreux produits français sortent en réalité des usines du pays. « Il y a des marques françaises qui produisent en Turquie. Va-t-on également les boycotter ? Ce sont nos citoyens qui ►►►



Lancement de la construction d'un hôpital à Dört Yol (province de Hatay), en avril 2019. L'Agence française de développement porte des financements européens liés à la crise des réfugiés.

## Et pourtant les subventions françaises pleuvent

Trois milliards d'euros. Cette somme rondelette représente l'ensemble des financements accordés par l'Agence française de développement (AFD) à Ankara depuis 2004. La Turquie est même le pays qui en a le plus bénéficié. Ces largesses envers le régime autoritaire de Recep Tayyip Erdogan suscitent aujourd'hui beaucoup d'incompréhensions. « Il n'est pas normal qu'un pays avec lequel nous sommes en conflit sur la plupart des grands dossiers géopolitiques soit à ce point subventionné par un organisme public français », tempête le

sénateur LR Jérôme Bascher. De son côté, l'AFD assure que ces financements visent avant tout à promouvoir une « croissance inclusive et sobre en carbone, au bénéfice non pas de la seule Turquie, mais de la communauté internationale ». Dans les faits, les trois quarts du volume des interventions financent, par le biais des banques, divers projets écologiques ou pour l'emploi des femmes, ou, en direct, des infrastructures de transport ou d'eau. Est aussi incluse l'aide, via des délégations de fonds européens, aux régions affectées par la crise des

réfugiés syriens. « La question des réfugiés est centrale dans la place de la Turquie au sein de l'AFD, souligne un diplomate. Cela s'inscrit pleinement dans l'accord avec l'Europe. » En 2016, la Turquie s'est en effet engagée à retenir les migrants désireux de rejoindre le Vieux Continent en échange d'un chèque de 6 milliards d'euros. Elle devrait rester l'un des principaux bénéficiaires de l'AFD, qui, dans sa stratégie pays 2020-2023, propose une « augmentation contrôlée » de ses subsides vers Ankara. Tout en soulignant « l'incertitude du risque turc ». **A. I.**

campagnes de boycott antérieures avaient aussi eu très peu d'impact. » En 2012, après l'adoption d'une loi par le Parlement français visant à pénaliser la négation du génocide arménien – elle sera finalement invalidée par le Conseil constitutionnel –, plusieurs appels au boycott de produits français avaient émergé sur les rives du Bosphore. « Il s'agissait surtout d'effets d'annonce qui n'ont eu que très peu de retombées sur nos relations économiques avec la Turquie, indique Patrice Moyeuve, chercheur à l'Iris et attaché de défense auprès de l'ambassade française à Ankara de 2010 à 2013. Aujourd'hui, c'est la même chose, le pouvoir turc adopte une posture diplomatique dont l'incidence sur les affaires sera faible. »

### Partenaire de second rang

Dans ce regain de tensions entre Paris et Ankara, la Turquie semble aujourd'hui avoir plus à perdre sur le plan économique. Son excédent commercial vis-à-vis de la France s'est élevé à 2,8 milliards d'euros en 2019 et le pays dépend davantage du marché hexagonal que l'inverse. « L'an dernier, les ventes françaises vers la Turquie ont atteint 5,9 milliards d'euros, ce qui représente 1,2% des exportations totales de la France, c'est-à-dire assez peu, souligne Julien Marcilly, chef économiste de l'assureur-crédit Coface. De son côté, Ankara a représenté 1,5% de nos importations (8,7 milliards). La Turquie, dont la balance commerciale est excédentaire, est donc plus exposée que la France à une guerre économique entre les deux pays. »

Partenaire économique de second rang, la Turquie est actuellement le 14<sup>e</sup> client de la France. Les locomotives tricolores de ce business sont Airbus et le secteur aéronautique (490 millions d'euros d'exportations), la sidérurgie (455 millions) et l'automobile portée par le duo Renault-PSA (420 millions). Avec une bonne nouvelle à relever : l'agroalimentaire a fortement progressé l'an dernier, dopé par les importations massives de céréales par Ankara (+85%). Mais cela ne compense pas l'érosion de la part de marché française en Turquie (3,1% en 2019),

►►► travaillent là-bas! » avait raillé le 27 octobre dernier à la télévision Ali Babacan, l'ancien vice-Premier ministre d'Erdogan devenu opposant. Et pour cause : 450 entreprises françaises emploient 150 000 personnes dans le pays. Notamment Sanofi, qui compte 2 500 salariés, ou Danone, qui en emploie 2 000 dans ses huit centres de conditionnement d'eau minérale et sa grande usine de produits laitiers en Thrace orientale. Dans l'automobile, les effectifs sont encore plus fournis, avec, par exemple, Renault, qui produit l'essentiel de ses Clio sur le site de Bursa (lire encadré page 49). Contactés par Challenges, les états-majors d'Aéroports de Paris (ADP), qui possèdent une filiale en Turquie,

et de Sanofi confirment que le boycott n'a eu « aucun effet » sur leur activité dans le pays. « Nous nous sommes bien sûr interrogés, mais il n'y a pas eu de levée de boucliers, commente-t-on au sein d'ADP. Les

### Dépendance économique

(en milliards d'euros)



La Turquie n'est plus que le 14<sup>e</sup> client de la France et aurait plus à perdre à un regain des tensions, alors qu'elle a fortement accru son excédent commercial.

alors que dans le même temps celle de certains pays, comme la Russie (11,1%), a bondi. « Ces dernières années, la Chine et la Russie ont gagné du terrain au détriment des Européens comme l'Italie, partenaire ancien de la Turquie, ou de la France », appuie Deniz Ünal, économiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii). Symbole de ce déclin des affaires avec l'Europe, Ankara ne pèse plus que 4% des échanges de l'Union.

### Autonomie stratégique

A cela s'ajoute la volonté affichée de la Turquie de conforter son autonomie industrielle dans certains domaines. C'est particulièrement vrai dans le secteur de la défense, qui a connu une spectaculaire montée en puissance ces dernières années, notamment dans le naval, puisque Ankara inaugurera en 2021 son premier porte-avions.

Autre fleuron de l'industrie de défense : les drones. Produits par la société Baykar, dirigée par le gendre du président Erdogan, ils ont été récemment utilisés par l'armée azerbaïdjanaise dans le Haut-Karabakh.

« Cela fait quinze ans que nous n'avons pas remporté un seul contrat dans le pays, se désole un vendeur d'armes français. Plusieurs sociétés, comme Aselsan, le Thales local, ont pris de l'ampleur. »

Cette course à l'autonomie stratégique explique également le volontarisme turc en matière d'exploration gazière. Outre la Méditerranée orientale, objet de tensions récurrentes entre Ankara et Paris, qui a pris le parti d'Athènes et de Nicosie, c'est en mer Noire que la Turquie a fait une découverte de premier ordre. La compagnie nationale TPAO y a en effet localisé l'été dernier un champ très important à même de changer la donne énergétique pour un pays qui importe aujourd'hui la quasi-totalité du gaz de Russie, d'Iran et d'Azerbaïdjan. « C'est une découverte majeure, mais les Turcs seront obligés de faire appel à une major étrangère pour l'exploiter », observe un expert. Ironie de l'histoire, les géants italiens (ENI) et français (Total) pourraient alors bien en profiter.

Antoine Izambard

## L'alliance avec l'armée turque, le meilleur rempart de Renault



M. Sezer/Reuters

**Usine Renault de Bursa, en Turquie. Codétenue par l'armée, la société Oyak-Renault produit ici le best-seller de la marque, la Clio V, un des produits phares des exportations turques.**

L'offensive anti-française de Recep Tayyip Erdogan peut-elle aller jusqu'à attaquer Renault ? Ce serait dangereux pour l'autocrate turc. Car Renault est tout simplement le deuxième plus gros constructeur automobile du pays. La firme au losange a généré l'an dernier 23% de la production turque de véhicules, contre 26% pour Ford, 18% pour Toyota et 15,5% pour Tofas, partenaire local de Fiat. Mieux, la société locale Oyak-Renault est détenue à 49% par le puissant conglomérat Oyak, qui n'est autre que le fonds de pension de l'armée turque créé en 1961 ! Dans ces conditions, difficile pour Erdogan de contrer les intérêts de sa propre armée. Le site historique de Bursa, qui vient de fêter son 50<sup>e</sup> anniversaire, est le deuxième centre de production du groupe Renault dans le monde, juste derrière l'usine roumaine de Pitesti. Bursa a fabriqué l'an dernier 342 000 voitures, 507 000 moteurs, en employant 6 300 salariés. Réputée pour sa productivité et sa qualité au sein du système industriel Renault, l'usine est d'autant plus cruciale pour le groupe qu'elle produit les

trois quarts des nouvelles Clio V, son best-seller. Elle vient même de démarrer en exclusivité la production de sa déclinaison hybride. Et la Clio est l'un des produits phares des exportations automobiles turques. Renault compte produire 450 000 Clio V en année normale (avec un complément en Slovaquie), selon une source interne. Ce sera donc, a priori, le modèle le plus fabriqué par le groupe tricolore. C'était le cas de la précédente Clio IV, déjà assemblée très majoritairement à Bursa. Renault a choisi dès le début des années 2010 de délocaliser la production de ses petites voitures dans l'usine turque. Carlos Ghosn, l'ex-PDG, avait même été convoqué d'urgence début 2010 à l'Elysée par le président Nicolas Sarkozy pour lui demander des explications. Renault, qui détient presque 18% du marché turc (en 2019), y jouit d'une belle réputation remontant aux années 1970 et 1980, quand sa R12 était la voiture nationale. Jusqu'alors, la coentreprise avec Oyak lui a toujours permis de tirer son épingle du jeu politique local. Grâce à l'influence de l'armée. **A.-G. V.**